

## **Annexe délibération n°2015-09-53**

### **Note de synthèse portant sur les ajustements apportés au dossier de Plu approuvé par rapport au projet de PLU arrêté le 19 novembre 2013**

#### **I-AJUSTEMENTS SUITE A LA CONSULTATION DES PPA ET DE LA CDCEA**

Considérant les observations émises par les personnes publiques associées (avis transmis lors la consultation de PPA après la transmission du dossier de PLU arrêté) et les observations de la CDCEA, et dans la mesure où ces observations pouvaient s'intégrer au projet défini par la collectivité, les différentes pièces du PLU ont fait l'objet d'ajustements :

**-Le Rapport de présentation** a été complété afin de prendre en compte les observations (conformément au dossier « mesures d'adaptation du projet » joint aux avis des PPA dans le dossier d'enquête publique): prise en compte des documents supérieurs, approfondissement de certaines thématiques (agriculture, logements, risques, zones archéologiques, accès sur départementales, périmètre de protection), mise en exergue de certains enjeux, ajustement de données techniques (zones archéologiques, mouvements de terrains...), mise en exergue du caractère prioritaire du bourg, actualisation des données

**-Le PADD** : a fait l'objet d'ajustements concernant la forme (intitulé des titres). Dans ces objectifs, le PADD n'a pas été modifié.

**-Les OAP** ont été modifiées afin de prendre en compte les observations :

→L'OAP de Terrasse a été modifié (suite à une modification du zonage)

→L'OAP de la Cote Haute a été complétée concernant la circulation

**-Le zonage**

→Reclassement en zone N de la zone de réserve foncière du bourg (classée 2AU lors de l'arrêt)

→Reclassement en zone Ah de la zone de la Robertie Haute (classée Nh lors de l'arrêt)

→Diminution des zones Nh (maintien de 12 zones Nh contre 16 lors de l'arrêt, soit une diminution de 2 hectares des disponibilités en Nh)

→Extension de la zone Nh de la Peyre de Baconaille pour intégrer toutes les constructions existantes qui ne figuraient pas sur le fond de plan

→ Réduction de la zone Nh de la Robertie Basse

→ Réduction de de la zone Nh de la Cote

→ Réduction de la zone Nh de Terrasse Ouest

→ Réduction de la zone Ub de Terrasse

→ Réduction de la zone Ub des Boneix

→ Réduction de la zone Ub du Pouchouneix

→ Réduction de la zone Ub de Puygauthier

→ Compléments apportés à la légende

**-Le règlement écrit**

→ Intégration des diverses observations formulées

→ Diverses modifications règlementaires liées aux évolutions législatives  
(actualisation des références...)

**-Les emplacements réservés**

→ Pas de modifications

**-Les annexes** : ont été modifiées pour prendre en compte les observations (dans la limite des informations mis à disposition de la collectivité)

## II-AJUSTEMENTS SUITE A L'ENQUETE PUBLIQUE

Considérant les observations émises par le public lors de l'enquête publique,

Après avoir étudié dans quelle mesure, en association avec la DDT, ces demandes pouvaient s'intégrer au projet défini par la collectivité dans le respect du cadre législatif et des contraintes techniques (présence des réseaux, passage de conduite...),

Après avoir pris en compte l'avis du commissaire enquêteur et les conseils des partenaires institutionnels, plusieurs ajustements, n'ayant pas d'incidence sur l'équilibre du projet, ont été réalisés au dossier de PLU:

→ Extension de la zone Ub de la Cote (PC accordés parcelle 221p)

→ Extension de la zone Ub de la Tuilière (parcelles 89 et 90)

→ Classement en zone Ub du secteur de Lac Arnaud avec intégration des parcelles 11, 12, 15, 16, et 299

→ Extension de la zone Ub de la Cote (parcelle 264p)

→ Création d'une zone Nt (avec règlement spécifique) à la Cellerie (parcelle 561p)

→Extension de la zone Nh de la Marégie pour prendre en compte l'unité foncière déjà aménagée (parcelle 117)

→Extension de la zone Ua de Terrasse (parcelle 321)

Les autres demandes n'ont pu aboutir (risque de mitage, présence de canalisation empêchant la construction, consommation d'espace trop importante, préservation des espaces naturels...)

→Ajustement du règlement et du rapport de présentation en fonction de ces modifications

### **III-AJUSTEMENT SUITE AUX OBSERVATIONS DE MONSIEUR LE PREFET EN DATE DU 12 AOUT 2015 :**


- **Afin de répondre aux observations émises le règlement est modifié : les possibilités d'extension en zone N et A sont limitées aux constructions et installations nécessaires à l'exploitation agricole, à des équipements collectifs ou à des services publics, ainsi qu'aux bâtiments d'habitation. Les conditions d'extension en zone A sont précisées. Les annexes ne sont plus autorisés dans les zones N et A, en dehors des zones Nh et Ah.**



MAIRIE DE MARSANEIX

24750

2015-09-53

Envoyé en préfecture le 30/09/2015  
Reçu en préfecture le 30/09/2015  
Affiché le   
ID : 024-212403530-20150929-2015\_09\_53-DE

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille quinze, le vingt-neuf septembre, à vingt heures trente, le Conseil Municipal, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire à la Mairie, sous la présidence de M. LAROCHE Christian, Maire.

Date de convocation : 23/09/2015

Nombre de conseillers en exercice : 15

Nombre de conseillers présents : 14

**Etaient présents :** M. LAROCHE Christian, Mme VOLPATO Mireille, M. LOUBIAT Jean-Michel, Mme LABONNE Sandrine, M. DANNEYROLLES Daniel, M. BOISSAVY Antoine, Mme EYTIER Christiane, MM. DAVID Vincent, MM. LATEYRIE Alain, ANGUÉ Louis, Mmes SALERNO Valérie, Mme AMARAL LOPES Sandra, ARDIDIE Jocelyne, M. MESTREAU Patrice

**Absente et excusée :** Mme BRUNET Virginie, a donné procuration à M. LAROCHE

**Secrétaire de séance :** M. Louis ANGUÉ a été élu.

### 2015-09-53-PLU – approbation suite aux observations

**Monsieur le Maire rappelle** au Conseil Municipal la procédure lancée par délibération du 15 mars 2011 avait pour objet l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme (PLU), poursuivant les objectifs suivants :

- maîtriser l'avenir de la commune
- définir clairement l'affectation des sols,
- et organiser l'espace communal pour permettre son développement à court et moyen terme dans un projet cohérent.

Le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD), débattu en Conseil Municipal le 21 novembre 2012, s'articule autour de 2 axes :

1. Développement :
  - Créer une vraie centralité
  - Assurer un développement intégré hors de l'enveloppe du bourg
  - développer la vocation de loisirs
2. Préservations :
  - Préserver l'agriculture
  - Préserver le cadre de vie ;

Une concertation continue et conforme a été menée tout au long de la procédure d'élaboration :

- réunion avec les acteurs du monde agricole le 30 novembre 2011
- réunion publique le 3 mai 2012
- réunion publique le 2 octobre 2013
- Présentation en conseil municipal des orientations du PLU le 21 novembre 2012
- Débat sur le PADD en conseil municipal le 21 novembre 2012
- état d'avancement de la procédure lors des conseils municipaux
- état d'avancement de la procédure à diverses rencontres publiques (vœux...)
- affichage des délibérations,

Le bilan de cette concertation a été dressé en Conseil Municipal le 19 novembre 2013



2015-09-53

## **EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL**

Envoyé en préfecture le 30/09/2015

Reçu en préfecture le 30/09/2015

Affiché le

ID : 024-212402690-20150929-2015\_09\_53-DE

Le projet de PLU a été arrêté le 19 novembre 2013 et soumis pour avis aux Personnes Publiques Associées (PPA) qui ont eu trois mois pour formuler leur avis.

Le dossier a été soumis à la CDCEA.

L'ensemble de ces avis (qui ont conduit à un avis favorable du Préfet) a été joint au dossier d'enquête publique.

Le projet arrêté n'est pas soumis au champ d'application issu du décret n°2012.995 du 23 Août 2012 relatif à l'évaluation environnementale des documents d'urbanisme (procédure au cas par cas) car le PADD a été débattu avant le 1<sup>er</sup> février 2013

L'enquête publique s'est déroulée du 20 octobre 2014 au 21 novembre 2014 suite à un arrêté municipal de mise à enquête publique en date du 17 septembre 2014.

Le commissaire enquêteur a émis un avis favorable le 17 décembre 2014

### **LE CONSEIL MUNICIPAL**

**VU** le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L.123-10, L.123-12, L.123-13, L.123-19, R.123-24 et R.123-25

**VU** la délibération du Conseil Municipal du 8 mars 2011 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme et fixant les modalités de la concertation avec la population comme prévu par l'article L.300-2 du code de l'urbanisme;

**VU** le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) débattu en Conseil Municipal le 21 novembre 2012,

**VU** la délibération du Conseil Municipal du 19 novembre 2013 tirant le bilan de la concertation qui s'est déroulée pendant toute la durée de l'élaboration du projet, conformément à l'article L. 300-2 du Code de l'Urbanisme,

**VU** la délibération du Conseil Municipal du 19 novembre 2013 arrêtant le projet d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme,

**VU** les avis émis par les personnes publiques associées consultées après la transmission du dossier de PLU arrêté, avis joints au dossier de l'enquête publique, complétés des dispositions prévues pour leur prise en compte

**VU** l'avis de la Commission Départementale de la Consommation des Espaces Agricoles (CDCEA) en date du 4 juin 2014, avis joint au dossier de l'enquête publique

**VU** l'arrêté municipal du 17 septembre 2014 prescrivant l'enquête publique du Plan Local d'Urbanisme,

**VU** la note de synthèse annexée à la présente délibération présentant les ajustements apportés par rapport au projet arrêté le 19 novembre 2013 suite aux observations des Personnes Publiques Associées et suite à l'enquête publique,

**VU** le rapport et les conclusions favorables du commissaire enquêteur sur le projet de Plan Local d'Urbanisme en date du 17 décembre 2014,



MAIRIE DE MARSANEIX

24750

2015-09-53

Envoyé en préfecture le 30/09/2015  
Reçu en préfecture le 30/09/2015  
Affiché le  
ID : 024-212402500-20150925-2015\_09\_53-DE

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Vu les observations émises par Monsieur le Préfet en date du 12 août 2015,

Vu la délibération du 29 septembre 2015 retirant la délibération d'approbation du 29 juin 2015

**CONSIDERANT** que les résultats de ladite enquête publique et que les avis rendus par les personnes publiques associées justifient des ajustements au projet d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme, exposés dans la note annexée à la présente délibération,

**CONSIDERANT** que les ajustements par rapport au projet de PLU arrêté ne remettent pas en cause l'économie générale du projet,

**CONSIDERANT** que le dossier d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme tel qu'il est présenté au Conseil Municipal est prêt à être approuvé conformément à l'article L. 123-10 du Code de l'Urbanisme,

**Après en avoir délibéré,**

- **DECIDE de modifier** le projet de PLU arrêté pour tenir compte des différents avis,
- **DECIDE d'approuver** le dossier du Plan Local d'Urbanisme tel qu'il est annexé à la présente.

Par conséquent :

- La présente délibération fera l'objet, conformément à l'article R. 123-25 du Code de l'Urbanisme d'un affichage en Mairie durant un mois,
- La présente délibération fera l'objet d'une mention dans un journal (Sud-Ouest) diffusé dans le département,
- La présente délibération accompagnée du dossier de Plan Local d'Urbanisme approuvé sera transmise au Préfet de La Dordogne.
- Le dossier du PLU approuvé est tenu à disposition du public aux jours et heures habituels d'ouverture à la Mairie de MARSANEIX ainsi qu'à la Préfecture de la Dordogne

La présente délibération sera exécutoire

- dans un délai de un mois suivant sa réception par le Préfet de la Dordogne, si celui-ci n'a notifié aucune modification à apporter au dossier approuvé, ou dans le cas contraire à dater de la prise en compte de ces modifications
- après l'accomplissement de la dernière des mesures de publicité précitées.

Fait et délibéré les jour, mois et an que dessus.

Au registre sont les signatures

Affiché le 30 septembre 2015

En Mairie, le 30 septembre 2015

Le Maire

Christian Laroche

Le maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte.

Reçu en Préfecture le :

Publiée ou notifiée le :





**LE GRAND PERIGUEUX**  
**1 bd Lakanal – BP 70171 – 24019 - PERIGUEUX**

## DELIBERATION DD020-2018

| Nombre<br>de membres du conseil |    |
|---------------------------------|----|
| en exercice                     | 95 |
| Présents                        | 58 |
| Votants                         | 67 |
| Pouvoirs                        | 9  |

Date de convocation du Conseil du Grand Périgueux  
le 2 février 2018

**LE 8 février 2018**, Le CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU GRAND PERIGUEUX, dûment convoqué s'est réuni en session ordinaire sous la présidence de Monsieur AUZOU

### OBJET : APROBATION DE LA MODIFICATION N°1 DU PLAN LOCAL D'URBANISME DE LA COMMUNE DE MARSANEIX

M. Jacques AUZOU, Président  
Christian LECOMTE, Secrétaire

Mmes BOUCAUD, GONTHIER, PASQUET, SALINIER, DE PISCHOF, BELOMBO, CONTIE, FAURE, BORAS, DARTENCET, DATRIER, LABAILS, LEON, MAXHEIM-MALARD, MOULENES, PERRAUD-DAUSSE, RAT-SOUIILLER, SALOMON.

MM. LE MAO, MOTTIER, SUBERBERE, PASSERIEUX, CHERON, DOBBELS, ROUSSARIE, MARTINEAU, SCHRICKE, PROTANO, FRADON, GEOFFROY, LEGAY, MOTARD, LACOSTE, RIGAUD, MERILLOU, BARBANCEY, DUNOYER, KHAIRALLAH, MOSSION, ROUQUIE, TALLET, RAUZET, GUILLEMET, LOURD, GRELLETY, LARENAUDIE, COLLINET, LAROCHE, BUFFIERE, RATIER, USCAIN, GENDRE, GEORGIADIS, DUCENE, CACAN, MONTORIO.

#### ABSENTS :

Mmes : KERGOAT, ROUFFINEAU, GATAULT, CHABREYROU, MONTEIL-MAYAUD, DORET, DECABRAS.

MM. : BUISSON, BEYLOT, DESPLAT, BONNET, LARRE, BREAU, CURNIL, RAYNAUD, GARRIGUE, BERIT-DEBAT, DENIS, LE PAPE, PUYRIGAUD, AUDI, CIPIERRE, COUDERC, MOSSION, LE VACAON, TENAILLON, MALLET, MATHIEU, REYNET, COLBAC, HERBRETEAU.

#### POUVOIRS :

|             |           |               |
|-------------|-----------|---------------|
| M. CURNIL   | Pouvoir à | M. PASSERIEUX |
| M. BELLEBNA | Pouvoir à | M. MARTINEAU  |
| M. LE PAPE  | Pouvoir à | Mme MOULENES  |
| M. AUDI     | Pouvoir à | M. AUZOU      |
| M. GIRAUDEL | Pouvoir à | M. BARBANCEY  |
| M. MACARY   | Pouvoir à | Mme DARTENCET |
| Mme PAUL    | Pouvoir à | M. ROUSSARIE  |
| Mme DORET   | Pouvoir à | M. LARENAUDIE |
| Mme ROUX    | Pouvoir à | M. DUCENE     |

**OBJET : APROBATION DE LA MODIFICATION N°1 DU PLAN LOCAL D'URBANISME**

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales.

**Vu** le code de l'urbanisme et notamment son article L.153-41

**Considérant que** depuis le 1er octobre 2015, le Grand Périgueux est compétent en matière de planification urbaine.

**Qu'à** compter de cette date, les procédures sur les documents d'urbanisme communaux sont de compétence communautaire et le conseil communautaire doit accomplir les actes de procédure.

**Que** le PLU de la commune déléguée de Marsaneix, au sein de la commune nouvelle de Sanilhac, a fait l'objet d'une première procédure de modification à la demande de la Préfecture de Dordogne. Il convient désormais d'approuver cette procédure prescrite par une délibération du conseil communautaire du 29 septembre 2016.

**Que** le PLU de la commune déléguée de Marsaneix a été approuvé par une délibération du conseil municipal du 29 juin 2015.

**Considérant qu'une** modification est devenue nécessaire, à la demande de la Préfecture, pour mettre ce PLU en conformité avec la Loi 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové (ALUR), ainsi qu'avec la Loi 2014-1170 du 13 octobre 2014 d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt (AVENIR), et la Loi 2015-990 du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques (dite Loi MACRON). Cela implique de modifier les éléments suivants du PLU :

- Réexamen de l'ensemble des STECAL (secteurs de taille et de capacité d'accueil limitées) actuellement Ah et Nh afin de supprimer ceux qui ne sont ni justifiés ni exceptionnels au sens de la Loi. Les STECAL résiduelles étant soumises à l'avis de la CDPENAF (commission départementale de protection des espaces naturels, agricoles et forestiers).
- Modification des règlements des zones A et N du PLU afin de fixer les règles permettant les annexes et extensions des constructions existantes, conformément à la Loi MACRON.
- Identification et justification des bâtiments sis en zones A et N pouvant faire l'objet d'un changement de destination.

**Que** le projet a été notifié aux personnes publiques associées conformément à l'article L. 123-13-1 du code de l'Urbanisme (rédaction antérieure au 1er janvier 2016).

**Que** la Commission Départementale de Protection des Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers (CDPENAF) a rendu un avis favorable à ce projet lors de sa séance du 3 mai 2017. Les services de l'État ont informé le Grand Périgueux d'un avis également favorable, assorti de quelques remarques et informations ne remettant pas en cause le projet, par un courrier du 31 mai 2017.

**Que** le projet de modification n°1 du PLU a été soumis à enquête publique par un arrêté du Président du Grand Périgueux n°ARRU013-2017 du 30 août 2017. L'enquête publique s'est déroulée du lundi 25 septembre au vendredi 27 octobre 2017, en mairie annexe de Marsaneix.

**Que** le commissaire enquêteur a remis son procès-verbal d'enquête au Grand Périgueux le 31 octobre 2017, auquel le Grand Périgueux a répondu le même jour. Le rapport final d'enquête a été remis le 13 novembre 2017. Les 11 observations faites durant l'enquête et les réponses apportées par la collectivité sont les suivantes :



- **Mr LJ.** Vérification des possibilités de construction d'annexe (terrain classé en zone N sur un terrain classé Nh). Réponse du Grand Périgueux : La présente procédure permet de réaliser, sous conditions, des annexes, extensions et piscines aux abords des habitations en zone A et N. Le projet pourra être autorisé sous réserve de sa conformité au règlement du PLU. Avis favorable du commissaire enquêteur sous réserve de la protection des paysages.
- **Mr et Mme V.** Demande d'autorisation d'effectuer des travaux de terrassement pour la mise en place d'une piscine sur les parcelles de leur propriété. Les travaux s'effectuent en zone N du PLU. Réponse du Grand Périgueux : La présente procédure permet de réaliser, sous conditions, des annexes, extensions et piscines aux abords des habitations en zone A et N. Le projet pourra être autorisé sous réserve de sa conformité au règlement du PLU. Avis favorable du commissaire enquêteur sous les mêmes réserves que pour le point précédent.
- **Mr et Mme TJ.** Demande d'autorisation d'effectuer des travaux afin de clôturer leur terrain. Elaboration d'un mur en façade. Cette demande a été refusée par la commune de Sanilhac car la propriété est en zone N sur le nouveau PLU. La demande porte donc sur une modification du PLU afin de pouvoir faire les travaux. Réponse du Grand Périgueux : Le règlement du PLU de Marsaneix ne permet pas ce type de projet, qui de plus créerait un problème de visibilité sur la voie publique. Avis défavorable. Même avis défavorable du commissaire enquêteur.
- **Mme MC.** Parcelle 0273 classée en zone A anciennement constructible sur la carte communale. La demande porte sur la remise en constructibilité de cette parcelle déjà viabilisée avec eau, EDF, containers. Réponse du Grand Périgueux et du commissaire enquêteur : Cette demande ne peut pas être traitée dans le cadre d'une procédure de modification du PLU. Le pétitionnaire est encouragé à envoyer un courrier au Président du Grand Périgueux demandant la constructibilité du terrain à l'occasion de l'élaboration en cours du PLUi.
- **Mme LG.** Demande le classement d'une partie de la parcelle 0559 La Cellerie section A en zone Nh en vue de la construction d'une habitation; eau, EDF et téléphone sur la parcelle. Réponse du Grand Périgueux : Ce terrain est classé en zone constructible dans le PLU en vigueur avant la présente modification. Il s'avère que, dans le cadre de cette procédure, comme indiqué pages 37 et 39 de la notice de présentation, le STECAL « la Cellerie » est dit maintenu. Or le plan de zonage proposé à l'enquête publique modifie le contour de ce STECAL Nh en excluant une partie de la parcelle A 559 (environ 1 300 m<sup>2</sup> de celle-ci était constructibles, sur une superficie totale de 15 610 m<sup>2</sup>) et de la parcelle A 558 (environ 780 m<sup>2</sup> initialement constructibles, sur une parcelle de 9 980 m<sup>2</sup> au total). Il s'agit d'une erreur matérielle, le STECAL étant censé être conservé en l'état. La collectivité donne un avis favorable à la demande de Mme LG, proposant que le plan de zonage présenté à l'approbation reprenne le tracé initial du STECAL Nh « la Cellerie », incluant 1300 m<sup>2</sup> de la parcelle A 559 et 780 m<sup>2</sup> de la parcelle A 558. Avis favorable du commissaire enquêteur.
- **Mme et Mr F.** Demande écrite au commissaire enquêteur (lettre et plan) pour demander le retour au zonage et règlement du PLU de 2012 pour le terrain situé au lieu-dit "La Terrasse" facilitant la constructibilité des parcelles. Réponse du Grand Périgueux : Demande sans lien avec la présente procédure, sans suite de la part de la collectivité. Le commissaire enquêteur confirme ce point de vue et précise qu'une telle demande peut être renouvelée dans le cadre du PLUi.
- **Mr MK.** Demande à vendre une parcelle d'un seul bloc sans la viabiliser. Partie de la parcelle 161 – 1AUC. Réponse du Grand Périgueux : Demande sans lien avec la présente procédure, sans suite de la part de la collectivité. Réponse identique du commissaire enquêteur.
- **Mr CB.** Demande d'explications sur le dossier d'enquête. Le commissaire enquêteur a expliqué le contenu de cette procédure, pas de suite à donner.

- **Mr JCB.** Demande de mise en constructibilité des parcelles B257- 256-254 et 258. D'au...  
B252 contient un bâtiment agricole, la demande porte sur la possibilité d'avoir une destination de maison d'habitation. Réponse du Grand Périgueux : Cette demande ne peut pas être traitée dans le cadre d'une procédure de modification du PLU. Le pétitionnaire est encouragé à envoyer un courrier au Président du Grand Périgueux demandant la constructibilité des terrains à l'occasion de l'élaboration en cours du PLUi. Par ailleurs, s'agissant du changement de destination, il faut que le bâtiment soit raccordé aux réseaux nécessaires et que ce changement de destination ne compromette pas une activité agricole. A ces conditions, il peut être indiqué dans le PLU. Le pétitionnaire est là aussi invité à faire cette demande dans le cadre du PLUi. Le commissaire enquêteur émet un avis défavorable au changement de destination du garage situé en bord de route.

**Considérant que** le commissaire enquêteur a émis un avis favorable sur la modification du PLU de la commune déléguée de Marsaneix, moyennant la correction d'une erreur matérielle dans le rapport de présentation.

**Qu'en conclusion,** compte tenu des remarques faites durant l'enquête publique et des réponses qui y sont apportées, il n'est pas nécessaire de modifier le projet de PLU, à l'exception de la rectification d'une erreur matérielle ayant entraînée la modification du plan de zonage du STECAL de « la Cellerie ». Ce secteur Nh est maintenu en l'état, incluant 1300 m<sup>2</sup> de la parcelle A 559 et 780 m<sup>2</sup> de la parcelle A 558 en zone constructible.

#### LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE APRES EN AVOIR DELIBERE :

- Approuve la modification n°1 du plan local d'urbanisme de la commune déléguée de Marsaneix.
- Dit que la présente délibération fera l'objet d'un affichage au siège du Grand Périgueux et en mairie de Sanilhac pendant un mois.
- Dit que la mention de cet affichage sera, en outre, insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département.
- Dit que la présente délibération sera exécutoire à compter de sa réception en préfecture et de l'accomplissement des mesures de publicité.
- Précise que le dossier de plan local d'urbanisme modifié est tenu à la disposition du public au siège de la Communauté d'Agglomération du Grand Périgueux et à la Mairie de Sanilhac aux jours et heures habituels d'ouverture, ainsi qu'à la Préfecture, conformément à l'article L 123.10 du Code de l'Urbanisme.

**Adoptée à l'unanimité**

|  |              |                       |              |
|--|--------------|-----------------------|--------------|
| Délibération publiée le                        | 02 MARS 2018 | Pour extrait conforme | 02 MARS 2018 |
| Délibération certifiée exécutoire à compter du | 02 MARS 2018 | Périgueux, le         | 02 MARS 2018 |

Le Président  
Jacques AUZOU